

DES EXPERTS PRÉSENTENT À ALGER LES EXPÉRIENCES D'EUROPE CENTRALE

LES ÉCONOMIES EN PÉRIODE DE TRANSITION

● BIENFAITS DE LA TRANSITION D'UNE ÉCONOMIE DIRIGÉE VERS L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ.
● CARE : UNE FEUILLE DE ROUTE POUR BIEN MENER LA TRANSITION ÉCONOMIQUE EN ALGÉRIE.

Des experts d'Europe Centrale, réunis hier à Alger, ont présenté les expériences de leurs pays en période de transitions politiques et économiques. Intervenant lors d'un séminaire organisé par le Cercle d'Action et de Réflexion autour de l'Entreprise (CARE), en collaboration avec leurs ambassades respectives, des experts, représentant la Pologne, la Hongrie et la République Tchèque, les séminaristes ont expliqué que les conditions dans lesquelles les périodes de transition sont mises en œuvre diffèrent d'un pays à un autre. Ils étaient tout de même unanimes à souligner les bienfaits de la transition d'une économie dirigée vers l'économie de marché, entamée dans ces pays à la fin des années 1980, notamment pour ce qui est du niveau de développement et de productivité de leurs économies respectives, tout en reconnaissant qu'il y avait toujours un prix à payer et à assumer sur le plan social. Ces experts ont également reconnu que les réformes structurelles concrétisées dans leurs pays ont été accélérées par leurs adhésions à l'Union Européenne (UE) qui a fortement soutenu la transition dans ces pays. Filip Mudyra, expert polonais en droit des affaires a rappelé que son pays avait opté pour une «thérapie de choc» visant à se débarrasser rapidement de l'économie dirigée. Ce choix a été rendu possible grâce à l'existence d'une forte volonté politique qui ne s'est pas amenuisée avec le temps, selon lui. La transition économique entamée en Pologne en 1989 a été, pour lui, un «franc succès» sur le plan économique. Mais il a fallu attendre plus de 25 ans après, pour entamer, il y a 4 ans seulement, les grandes réformes de la politique sociale du pays. Entre 1989 et 2019, la croissance économique du pays est ainsi passée de -11,6% (soit une grande récession) à +4,6%, le PNB est passé de 228 milliards de dollars (mds usd) à 1.193 mds usd, les exportations de 19 mds usd à 262 mds usd, le réseau autoroutier de 100 km à 3.370 km et l'inflation de 251,1% à 2,3% seulement. Mais du fait des privatisations, le taux de chômage a grimpé de 0,3% en 1989 à 20,6% en 2003 avant de redescendre à 5,6% en 2015. En plus, la grande ouverture de la Pologne sur les IDE a fait que les deux tiers des exportations soient contrôlées par les capitaux étrangers, privant l'Etat d'une bonne partie de ressources en

Ph. A. Asselah



devises, laquelle est rapatriée à l'étranger. En Hongrie, la transition a été plus progressive mais avec «un coût social important» et «beaucoup d'inégalités», selon l'économiste hongrois Árpád Kovács. Il explique pour sa part que la transition économique dans son pays avait suivi un processus plus graduel. Une tentative d'une transition de choc a été d'ailleurs vouée à l'échec en 1996, après avoir été rejetée par la population. Les banques hongroises étaient incapables de soutenir le processus des privatisations, ce qui a conduit à une liquidation massive des biens de l'Etat et une ouverture massive sur les IDE dans la perspective d'avoir les capitaux nécessaires au développement. D'une économie où le privé représentait 40% en 1990, le pays est passé à une économie privatisée à 90% actuellement. Les 10% restant sont gérés par l'Etat et portent sur le secteur pétrolier, l'électricité, l'industrie Automobile et certaines industries manufacturières, a-t-il indiqué. Et pour réussir sa transition, le pays s'est fait accompagner par des institutions de contrôle qui ont permis le processus et empêché la survenue de dérives majeures, selon lui. A son tour l'économiste tchèque Tomáš Sedláček a présenté les contours de la transition dans laquelle son pays s'était engagé depuis 30 ans. La République Tchèque, s'est, quant à elle, basée sur son sec-

teur bancaire qui était le seul secteur à échapper à la privatisation, tout en s'appuyant sur une politique d'encouragement des IDE. «Nous avons voulu éviter que le capital politique se transforme en capital économique, éviter une redistribution des ressources au profit des oligarques, nous avons donc opté pour une ouverture massive sur les IDE », a-t-il souligné. Selon lui, la réussite de la transition économique doit reposer sur trois piliers que sont la connaissance des forces du marché, le maintien du rôle régalien de l'Etat et notamment le respect de l'éthique économique.

De son côté, le président du CARE, Slim Othmani, a fait savoir, dans une déclaration à la

Publité

EXPLOITER TOUTES LES OPPORTUNITÉS

En marge de la rencontre-débat, et dans une déclaration à *El Moudjahid*, Omar Berkouk, consultant et expert financier, a indiqué que «dans un contexte où la restructuration de l'économie algérienne devient nécessaire, l'expérience des ex-pays communistes est intéressante, puisque ces derniers sont passés au niveau de cette transition par une période de crise similaire à celle qu'on est en train de traverser».

Il a précisé que «l'économie de l'Algérie avant la chute de mur de Berlin ressemblait à l'économie de ces pays», donc, a-t-il dit, «il est intéressant de savoir comment ils ont réglé le manque de capital et le manque de compétence, et surtout le caractère inéluctable d'une transition d'une économie administrée planifiée à une économie de marché». Il a insisté à cet effet sur la nécessité de mettre en place une véritable économie de marché, pour créer de richesses et régler les problèmes d'inflation, d'emploi et de croissance économique. «Il n'y a pas de solutions prêtées pour un pays, mais on peut s'inspirer de ce qui est déjà fait et regarder les erreurs, pour ne pas les reproduire, pour gagner de temps», a-t-il souligné, avant d'ajouter que «malgré que l'Algérie ne soit pas endettée, la volatilité des prix de pétrole expose notre pays à des difficultés plus compliquées que celles que les trois ex-pays communistes ont connues». Pour faire sortir l'Algérie de la crise actuelle, M. Berkouk estime qu'il est nécessaire de faire en premier lieu des réformes

structurelles politiques et d'aller ensuite vers une transition économique. De son côté, Slim Othmani, PDG de NCA Rouiba, a souligné que l'expérience des ex-pays communistes constitue une opportunité pour voir comment on peut mener notre transition économique : «Nous sommes, en train de se basculer d'un système d'Etat-providence, à un système où le peuple aura un rôle beaucoup plus important dans la société», a-t-il indiqué.

Il a ajouté que «concernant le secteur privé qui produit la majorité de la valeur ajoutée dans l'économie algérienne, il n'y a aucune raison de continuer dans un système complètement bridé où il y a beaucoup d'opportunités économiques qui ne sont pas exploitées». Mettant à profit cette occasion, l'homme d'affaires a insisté sur la nécessité de simplifier l'environnement des affaires, et d'accompagner toutes la jeunesse qui a des idées créatives énormes pour l'écllosion d'une autre économie où le citoyen est impliqué et joue un rôle primordial. Selon lui, la crise économique actuelle n'est pas encore totalement perçue par le citoyen, mais, a-t-il dit, «il commercera, sans nul doute, à en sentir les effets si l'on ne met pas rapidement une feuille de route qui en conséquence va amortir le choc et surtout installer l'Algérie dans une autre dynamique économique». Appuyant ses dires, M. Othmani a cité la transition économique en Chili qui constitue, selon lui, un très bon exemple à suivre pour l'Algérie.

Makhlof Alt Ziane

Publité

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
GROUPE D'INFRASTRUCTURES DE TRAVAUX ROUTIERS ET D'OUVRAGES D'ART
ENTREPRISE NATIONALE DES GRANDS OUVRAGES D'ART «ENGOA»

NIF : 0999 1600 1109 629



AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL OUVERT

N° 09/DG/C.Ad-hoc/2019

Un avis d'appel d'offres national et international ouvert est lancé pour :

L'Acquisition de 1492 Appareils d'appuis en élastomère freiné type B et C

L'avis d'appel d'offres s'adresse aux fabricants spécialisés et qualifiés dans la fabrication des appareils et aux vendeurs agréés par ces fabricants sont invités à retirer le cahier des charges à l'adresse suivante :

ENTREPRISE NATIONALE DES GRANDS OUVRAGES D'ART
DIRECTION GENERALE
DIRECTION COMMERCIALE
ZONE INDUSTRIELLE REGHAIA SUR LA RN5
Tel : 213 23 96 99 90 - 213 23 96 56 50 - 213 23 96 98 51
Fax 213 23 96 51 52

Contre présentation d'un justificatif de paiement auprès de la direction des Finances et Comptabilité d'un montant de : Dix Mille Dinars (10.000,00 DA)

Les offres devront parvenir à l'adresse ci-dessus, sous triple enveloppe fermée.

L'enveloppe extérieure devra être anonyme et ne comportera que l'adresse et la mention suivante :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL OUVERT
N° 09/DG/C.Ad-hoc/2019
« A NE PAS OUVRIR »

Le dépôt des offres est fixé à Trente (30) jours à 10H00, à compléter de la date de la première parution du présent avis dans les quotidiens nationaux.

L'ouverture des plis aura lieu le même jour, au siège de la direction générale à 10H30mn. En

présences des soumissionnaires.

La date et l'heure limite de dépôt des offres et d'ouverture sont fixées dans le cahier des charges.

Les soumissionnaires resteront engagés pour un délai de validité des offres, correspond à la durée de préparation des offres augmentée de Trois (03) Mois.

El Moudjahid/Pub

ANEP 1916101551 du 13/06/2019



Même si le contexte était différent de celui de l'Algérie, les Polonais, les Hongrois et les Tchèques ont exposé dans le détail leurs expériences de transition économique. Aujourd'hui, ce sont modèles à méditer, mais difficiles à transposer. Mais il y a toujours un moyen de tirer les leçons de leurs expériences, surtout qu'un processus de transition économique doit être impérativement lancé dans les plus brefs délais, selon le Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise (CARE). Des experts algériens se réuniront bientôt pour élaborer une feuille de route qui devrait être rendue publique dans deux ou trois semaines. Quelle transition économique et quel modèle peut être suivi par l'Algérie ? Round-up.

Transition économique : quel modèle suivre ?

Nassima Oulebsir
noul@elwatan.com

L'expérience des ex-pays communistes a montré que le processus de transition est long, complexe et difficile. Malgré les défis colossaux qu'impose le passage de l'économie planifiée à l'économie de marché, le processus de transition en Europe centrale a fini par aboutir à un développement économique remarquable. Les enseignements de la Hongrie, de la Pologne et de la République tchèque en matière de réformes structurelles sont à partager. Elles sont présentées par Tomáš Sedláček de la République tchèque, Árpád Kovács de Hongrie et Bronisław Wildstein de Pologne.

THERAPIE DE CHOC

Comme l'exemple polonais. Le but est de se débarrasser rapidement de l'économie dirigée. Ce choix a été rendu possible grâce à l'existence d'une forte volonté politique qui ne s'est pas amincie avec le temps. Les experts polonais expliquent dans le détail le secret de la réussite de cette transition économique entamée en 1989. On parle clairement d'un franc succès sur le plan économique. Mais il a fallu attendre plus de 25 ans pour entamer, il y a quatre ans seulement, les grandes réformes de la politique sociale du pays. Statistiquement, le pas positif franchi par la Pologne est un exemple, surtout que les experts ont souligné que ce pays avait des problèmes similaires à

l'Algérie, dont l'incapacité de développer les exportations hors hydrocarbures. Aujourd'hui, l'exportation de la technologie avancée représente 46% de l'économie polonaise. Entre 1989 et 2019, la croissance économique du pays – qui était le pays le plus pauvre d'Europe de l'Est – est ainsi passée de -11,6% (soit une grande récession) à +4,6% : le PNB est passé de 228 milliards de dollars à 1193 milliards de dollars, les exportations de 19 milliards de dollars à 262 milliards de dollars, le réseau autoroutier de 100 km à 3370 km et l'inflation de 251,1% à 2,3% seulement. Mais du fait des privatisations, le taux de chômage a grimpé de 0,3% en 1989 à 20,6% en 2003 avant de redescendre à 5,6% en 2015. En plus, la grande ouverture de la Pologne sur les IDE a fait que les deux tiers des exportations sont contrôlées par les capitaux étrangers, privant l'Etat d'une bonne partie de ressources en devises, lesquelles sont rapatriées vers l'étranger.

TRANSITION PROGRESSIVE

C'est l'exemple hongrois où la transition a été plus progressive, graduelle, par palier. Une transition caractérisée par un coût social important et surtout beaucoup d'inégalités. Le point négatif de ce modèle est le risque de retour en arrière à n'importe quel moment. Pour l'économiste hongrois Árpád Kovács, « les oligarques essayaient d'avoir le pouvoir politique ». C'est une transition économique qui avait suivi un processus

plus graduel. Puis on a voulu en 1976 tenter la thérapie de choc, qui a été vouée à l'échec. Il y a eu d'ailleurs la chute du gouvernement. Pourquoi ? Cette « thérapie de choc » a été rejetée par la population, d'où la première et importante condition : l'acceptabilité. Autrement dit, le peuple, à qui le dernier mot revient, doit impérativement adopter le processus. (Lire les explication de Ali Harbi en page 5). A cette époque-là, les banques hongroises étaient incapables de soutenir le processus de privatisations, ce qui a conduit à une liquidation massive des biens de l'Etat et à une ouverture massive sur les IDE, dans la perspective d'avoir les capitaux nécessaires au développement. La Hongrie est passée d'une économie où le secteur privé représentait 40% en 1990 à une économie privatisée à 90% actuellement. Les 10% restant sont gérés par l'Etat et portent sur le secteur pétrolier, l'électricité, l'industrie automobile et certaines industries manufacturières. Cette transition a bien répondu à une condition primordiale qui est le contrôle. Les Hongrois se sont fait accompagner par des institutions de contrôle qui ont supervisé le processus et empêché la survenue de dérives majeures.

L'EXEMPLE TCHÈQUE

Une ouverture massive sur les IDE. La République tchèque s'est basée sur son secteur bancaire qui était le seul à échapper à la privatisation, tout en s'appuyant sur une politique d'encouragement des IDE.

D'après Tomáš Sedláček, économiste tchèque, « nous avons voulu éviter que le capital politique se transforme en capital économique, éviter une redistribution des ressources au profit des oligarques, nous avons donc opté pour une ouverture massive sur les IDE ». Pour simplifier la théorie, trois données essentielles s'imposent. La réussite de la transition économique doit reposer sur trois piliers : la connaissance des forces du marché, le maintien du rôle régalién de l'Etat et le respect de l'éthique économique. Statistiquement la République tchèque, la Hongrie, la Pologne, la Slovaquie et la Slovaquie ont effectué une remontée considérable depuis le début de la transition. En deux décennies, la Slovaquie a atteint 92% du niveau moyen de développement de l'Europe des 27. La seconde meilleure performance revient à la République tchèque, qui a atteint 81% de la moyenne de l'Europe des 27, ce qui constitue une amélioration de 17 points par rapport à son niveau de 1991. En République tchèque, les investisseurs étrangers, par exemple, après la transition ont une position dominante dans le secteur bancaire et dans certaines branches de l'industrie manufacturière. Le noyau centre-européen de l'automobile (produits finis et pièces détachées) en est l'exemple le plus spectaculaire. Les chiffres montrent que plus de la moitié des exportations industrielles sont réalisées par des compagnies étrangères. ■

Transition DZ ?

Pour toute transition, il faut une acceptabilité. C'est à dire un consensus. Une transition acceptée et validée par le peuple. Et ce préalable-là n'est justement pas évident dans notre pays. De l'avis de l'économiste Ali Harbi : « Vous n'avez qu'à observer comment les choses se présentent lors des manifestations, chaque vendredi. Tout le monde s'accorde à dire qu'il y a lieu de faire du changement mais tous ne sont pas d'accord sur ce que nous devons changer. Dès qu'on entre dans le détail, on constate que ça part dans plusieurs directions. » Actuellement, il n'y a pas encore de consensus, explique-t-il, car « nous ne parlons pas tous le même langage ». Ali Harbi parle de l'impact sur « l'acceptation sociale ». Autrement dit, « est dans les années qui viennent nous avons des restrictions ou la suppression de certaines subventions et de quelques emplois, il va y avoir ceux qui disent pourquoi vous faites cela et pas autre chose. Cela va donc s'annoncer très difficile, car pour le moment, nous n'avons pas de mécanisme démocratiques pour gérer ces divergences ». Ce qu'il faudrait d'ailleurs, « c'est lancer une réflexion ». D'ailleurs, au niveau du Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise (CARE), une deuxième séance du genre sera organisée, uniquement entre Algériens, pour aborder le thème de la définition des

tâches économiques de transition. Sommes-nous dans une urgence économique ? Oui. « Les pentes macro-économiques sont de plus en plus défavorables. Jusqu'à maintenant et depuis la chute des prix de pétrole, le gouvernement n'a pris aucune mesure structurelle. Le Titanic continue à se rapprocher de l'iceberg et il ne s'est pas réorienté ». Un autre indicateur est souligné par l'expert : dans la configuration actuelle des structures économique, la balance commerciale continuera à être défavorable. Puis d'une année à une autre, la part des exportations hors hydrocarbures ne s'est pas réellement développée. Et le temps passe. Concrètement, plus nous avons une vision nette de ce que nous allons et devons faire, plus les gens vont accepter les réformes. Cette vision existe-t-elle ? Pour le moment non. Il y en a plusieurs mais pas toutes cohérentes. Pour Ali Harbi, « au niveau du CARE, nous essayons de mettre les gens autour d'une table pour assurer la cohésion. Pas facile. Mais, c'est notre rôle et notre part. Les gens doivent discuter du consensus économique ». Peut-on aller à une transition économique sans passer par une transition politique dans le contexte actuel ? « Ça va de pair. Ce serait une grave erreur de se focaliser sur les questions politiques et de négliger l'économie. Si on met l'agenda économique au même niveau, votre en

complémentaire à l'agenda politique, cela permettra réellement au gouvernement de transition (si gouvernement de transition) d'avoir de meilleures orientations, plus claires qu'actuellement. Mais il y a toujours un déclencheur politique. Y a-t-il un facteur temps ? « Il faut aller vite », car, explique-t-il, si on prend une transition de 6 mois comme beaucoup de facteurs le disent, on ne peut pas rester à parler que de politique pendant cette période. Mais il ne faut pas perdre de vue que jamais le mouvement populaire n'a impacté la situation économique, comme certaines parties veulent lui endosser.

QUEL MODÈLE ?

Selon Ali Harbi, ce n'est pas une question de choix. Le modèle est lié aux ressources, aux moyens et surtout à ce que nous pouvons faire. En d'autres termes, si dans les pays de l'Est il y a eu des thérapies de choc qui ont marché car il y avait aussi un afflux de capitaux qui ont permis que cela se passe vite, cela ne peut pas être évident en Algérie. Exemple : si nous devons privatiser toute l'économie sur une année, le marché doit avoir des repreneurs disponibles qui ne doivent pas opérer sur 10 ans. Ce sont des solutions très rapides auxquelles nous avons des solutions immédiates. On peut avoir notre modèle à nous, basé sur des éléments matériels dont nous disposons réellement. Nous devons, selon l'économiste Ali



Harbi, poser la question : quelles sont nos ressources financières réelles, les accros politiques, les opportunités et les menaces. Et à partir de là, il est évident que tout gouvernement préférera la démarche socialement acceptable et la moins coûteuse. Nassima O.

Ils ont dit

TOMÁŠ SEDLÁČEK, Expert tchèque en économie



Philosophe de l'économie en République tchèque, Tomáš Sedláček est l'auteur du best-seller *Economics of Good and Evil*. A 24 ans, il est conseiller économique du président Vaclav Havel, ensuite membre du Conseil national de l'économie puis conseiller du Premier ministre. La revue économique de Yale l'a classé parmi les cinq plus brillantes jeunes économistes. Actuellement, il est en charge de la stratégie macroéconomique à la banque CSOB.

« Si le système économique peut le supporter, qu'il n'est pas trop malade et qu'il n'y a pas beaucoup de risques à prendre, la thérapie de choc serait une solution. Les gens sont comme le tube de dentifrice, il faut bien presser pour sortir ce qu'il y a de bien de l'intérieur. C'est avec de petit choc que nous pouvons arriver à un meilleur résultat.

FILIP MUDYNA, Expert polonais en droit des affaires

« En Pologne, nous avons laissé les gens faire leur propre choix. On nous leur a permis de conduire leur propre projet avec leur propre capital et ouvert aussi le capital aux étrangers pour bénéficier de leur savoir-faire et de leurs connaissances. Il y avait un consensus public. Les premières années sont toujours difficiles à traverser mais tant qu'il y a un consensus, les garanties existent. J'espère que l'Algérie réussira dans cette étape et nous sommes, en tant que partenaire, là pour justement partager nos expériences. Je souhaite que l'Algérie trouve sa chemin.



Expert polonais en droit des affaires, il est aussi chef du service de promotion du commerce et des investissements à l'ambassade de Pologne en Algérie.

Autres transitions réussies...

Dans le dernier rapport du think tank Nabni, l'analyse comparative fait ressortir huit transitions démocratiques réussies. Une typologie a été dégagée en fonction des acteurs et de la manière dont elles ont été conduites. Trois types de transition ont été identifiées ? Nous nous intéresserons uniquement à celles qui se sont déroulés de façon pacifique et ordonnée.

TUNISIE

La Tunisie se prépare à élire, le 17 novembre prochain, son nouveau président de la République qui succédera à Béji Caïd Essebsi. Il est le quatrième président en fonction et a battu son prédécesseur Moncef Marzouki au second tour des élections présidentielles en 2014. De plus, c'est à cette même date que la Constitution tunisienne a été réécrite. Mais avant cela, le pays a été marqué par une révolution d'une durée deux mois et 10 jours, considérée comme non violente. En 2010, début de révolution de quelques jours seulement qui a permis de renverser le président Ben Ali, au pouvoir depuis plus de 23 ans. Aujourd'hui, la situation est plutôt stable et préservée après plusieurs élections libres et transparentes ont été organisées. Pourtant, huit ans après la révolution du Jasmin, le chômage ne cesse d'augmenter passant de 13% en 2010 à 15,3% en 2018. Quant à la croissance du PIB, elle n'atteint pas les 3%, d'après les

données nationales tunisiennes. Pour ce qui est des recettes touristiques, la Tunisie a accueilli l'année dernière 8 millions de visiteurs. La meilleure de ces huit dernières années.

ESPAGNE

La révolution sociale espagnole est partie d'un coup d'Etat militaire en 1936. Mais avant d'en arriver là, ce soulèvement fut la conséquence de plusieurs générations de tensions sociales, économiques, politiques et culturelles. La guerre civile espagnole, également appelée « guerre d'Espagne » est un conflit opposant les républicains et les révolutionnaires anarchistes d'une part, et les nationalistes et le camp des putschistes d'autres part. Après cette guerre, Franco et son clan nationaliste a vaincu. Une dictature militaire s'installe, et ce, pendant 36 ans, avec la mise en place du régime franquiste. Ce n'est qu'à partir de la mort de Franco que l'Espagne transite vers un régime

démocratique. Néanmoins, il a fallu attendre environ un an et surtout assister à un défilé de six intérimaires afin d'arriver à un président espagnol : Adolfo Suarez. Il est d'ailleurs considéré comme l'architecte ou encore le père fondateur de la transition démocratique. Pendant cette transition, une nouvelle Constitution a été écrite et approuvée par referendum, en 1977. Toutefois, épuisé par la mise en place des réformes et toutes les difficultés socioéconomiques que le pays traverse, Suarez démissionne de son poste en 1981 : il est remplacé par Leopoldo Calvo-Sotelo. Néanmoins, le titre de « président du gouvernement » a été conservé auprès de la direction du gouvernement espagnol. Aujourd'hui, l'Espagne est une démocratie moderne, qui se rapproche des pays nordiques en termes d'égalité.

PHILIPPINES

En 1986, un soulèvement populaire pacifique renverse le régime de Marcos, au moment

des élections présidentielles. Ce soulèvement est galement appelé la révolution Jaune en raison des rubans jaunes portés par les manifestants lors de l'assassinat du sénateur Benigno Aquino Jr. En effet, la révolution de 1986 est un tournant pour le pays notamment avec l'ascension de la première femme présidente : Corazon Aquino (épouse du sénateur assassiné). D'ailleurs, son mandat unique a été déstabilisé par une dizaine de tentatives de putsch. Ravagé par la maladie, Corazon Aquino, symbole de résistance, décède en 2009 à l'âge de 76 ans. Aujourd'hui les Philippines sont une République présidentielle multipartite, c'est-à-dire que le régime permet à plusieurs partis de participer aux débats politiques et aux élections. En effet, le retour à la démocratie a été très dur. Toutefois, l'économie est en croissance régulière.

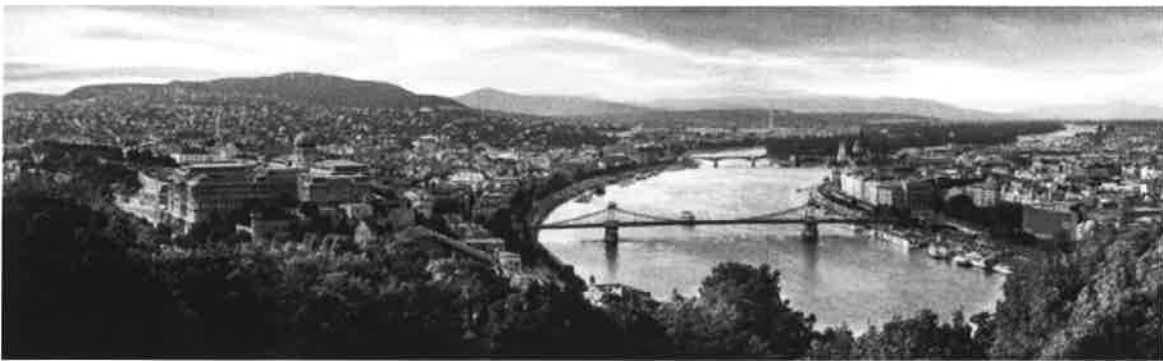
Aminna Semmar



ALGÉRIE 09/06/2019 10h:29 CET

L'expérience de la transition des pays de l'Europe Centrale, thème d'une conférence à Alger

Communiqué



GIVAGA VIA GETTY IMAGES

Le cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise (CARE) organise avec le soutien des ambassades de Hongrie, de Pologne et de la République Tchèque une rencontre sur la transition de l'économie planifiée à l'économie de marché dans ces trois pays, le 12 juin au Sofitel.

Dans un contexte où la restructuration de l'économie algérienne devient indispensable, cette conférence vise à partager les enseignements de la Hongrie, de la Pologne et de la République Tchèque en matière de réformes structurelles, précise les organisateurs dans un communiqué.

Trente ans après l'effondrement du bloc communiste, la plupart des spécialistes des anciennes économies socialistes s'accordent à reconnaître que la transition vers l'économie de marché est un processus moins linéaire que prédit.

L'expérience des ex-pays communistes a montré que la restructuration économique est un processus long, complexe et difficile. Malgré les défis majeurs qu'impose le passage de l'économie planifiée à l'économie de marché, la transition en Europe Centrale a fini par aboutir à un développement économique remarquable.

Pour cette conférence, des spécialistes reconnus dérouleront pour l'assistance les expériences des trois pays. Il s'agit des économistes Tomáš Sedláček, et Árpád Kovac, qui parleront respectivement de l'expérience tchèque et hongroise, et du journaliste et écrivain Bronisław Wildstein, qui exposera le cas polonais.

Il sera en l'occurrence question du processus de privatisation et du développement du secteur privé, du poids des conditions initiales dans la transition, des challenges et des opportunités de l'insertion dans l'économie mondiale, et du coût social de la restructuration économique. L'accès à cet événement est libre dans la limite des places disponibles

Communiqué

[Envoyer une correction](#)

PLUS:

[économie-algérie](#)

[europe centrale](#)

[transition europe centrale](#)

conversations

RSS

FAQ

Conditions d'utilisation (Actualisée)

Confidentialité (Actualisée)

Charte des commentaires

À propos de nous

Nous contacter

Economie de transition: des experts d'Europe Centrale présentent leurs expériences

Algérie Presse Service Publié dans Algérie Presse Service le 12 - 06 - 2019

Des experts d'Europe Centrale, réunis mercredi à Alger, ont présenté les expériences de leurs pays en période de transitions politiques et économiques.

Intervenant lors d'un séminaire organisé par le Cercle d'Action et de Réflexion autour de l'Entreprise (CARE), en collaboration avec leurs ambassades respectives, des experts, représentant la Pologne, la Hongrie et la République Tchèque, les séminaristes ont expliqué que les conditions dans lesquelles les périodes de transition sont mises en œuvre diffèrent d'un pays à un autre. Ils étaient tout de même unanimes à souligner les bienfaits de la transition d'une économie dirigée vers l'économie de marché, entamée dans ces pays à la fin des années 1980, notamment pour ce qui est du niveau de développement et de productivité de leurs économies respectives, tout en reconnaissant qu'il y avait toujours un prix à payer et à assumer sur le plan social.

Ces experts ont également reconnu que les réformes structurelles concrétisées dans leurs pays ont été accélérées par leurs adhésions à l'Union Européenne (UE) qui a fortement soutenu la transition dans ces pays.

Filip Mudyna, expert polonais en droit des affaires a rappelé que son pays avait opté pour une "thérapie de choc" visant à se débarrasser rapidement de l'économie dirigée. Ce choix a été rendu possible grâce à l'existence d'une forte volonté politique qui ne s'est pas amenuisée avec le temps, selon lui.

La transition économique entamée en Pologne en 1989 a été, pour lui, un "franc succès" sur le plan économique. Mais il a fallu attendre plus de 25 ans après, pour entamer, il y a 4 ans seulement, les grandes réformes de la politique sociale du pays.

Entre 1989 et 2019, la croissance économique du pays est ainsi passée de -11,6% (soit une grande récession) à +4,6%, le PNB est passé de 228 milliards de dollars (mds usd) à 1.193 mds usd, les exportations de 19 mds usd à 262 mds usd, le réseau autoroutier de 100 km à 3.370 km et l'inflation de 251,1% à 2,3% seulement.

Mais du fait des privatisations, le taux de chômage a grimpé de 0,3% en 1989 à 20,6% en 2003 avant de redescendre à 5,6% en 2015.

En plus, la grande ouverture de la Pologne sur les IDE a fait que les deux tiers des exportations soient contrôlées par les capitaux étrangers, privant l'Etat d'une bonne partie de ressources en devises, laquelle est rapatriée à l'étranger.

En Hongrie, la transition a été plus progressive mais avec "un coût social important" et "beaucoup d'inégalités", selon l'économiste hongrois Árpád Kovacs.

Il explique pour sa part que la transition économique dans son pays avait suivi un processus plus graduel. Une tentation d'une transition de choc a été d'ailleurs vouée à l'échec en 1996, après avoir été rejetée par la population.

Les banques hongroises étaient incapables de soutenir le processus des privatisations, ce qui a conduit à une liquidation massive des biens de l'Etat et une ouverture massive sur les IDE dans la perspective d'avoir les capitaux nécessaires au développement.

D'une économie où le privé représentait 40% en 1990, le pays est passé à une économie privatisée à 90% actuellement. Les 10% restant sont gérés par l'Etat et portent sur le secteur pétrolier, l'électricité, l'industrie Automobile et certaines industries manufacturières, a-t-il indiqué.

Et pour réussir sa transition, le pays s'est fait accompagné par des institutions de contrôle qui ont

supervisé le processus et empêché la survenue de dérives majeures, selon lui.

A son tour l'économiste tchèque Tomáš Sedláček, a présenté les contours de la transition dans laquelle son pays s'était engagé depuis 30 ans.

La République Tchèque, s'est, quant à elle, basée sur son secteur bancaire qui était le seul secteur à échapper à la privatisation, tout en s'appuyant sur une politique d'encouragement des IDE.

"Nous avons voulu éviter que le capital politique se transforme en capital économique, éviter une redistribution des ressources au profit des oligarques, nous avons donc opté pour une ouverture massive sur les IDE ", a-t-il souligné.

Selon lui, la réussite de la transition économique doit reposer sur trois piliers que sont la connaissance des forces du marché, le maintien du rôle régalien de l'Etat et notamment le respect de l'éthique économique.

CARE : une feuille de route pour bien mener la transition économique en Algérie

De son côté, le président du CARE, Slim Othmani, a fait savoir, dans une déclaration à la presse, que les experts du Cercle travaillent sur l'élaboration d'une feuille de route, inspirée des expériences d'autres pays, pour bien mener la période de transition économique en Algérie.

"Aujourd'hui, on va s'asseoir ensemble pour réfléchir sur la question. Nous savons pertinemment que ces pays sont très différents de l'Algérie, mais il est toujours utile de tirer les leçons de leurs expériences ", a-t-il dit.

Selon lui, "un processus de transition économique doit être impérativement lancé dans les plus brefs délais en Algérie pour ne pas compromettre l'avenir du pays ".

Le contenu de cette feuille de route sera rendu public dans deux ou trois semaines, a-t-il avancé.



L'ancien candidat à la présidentielle du 18 avril dernier, a été interpellé dans l'après midi d'hier, par les services de sécurité, a-t-on appris auprès de son entourage. Nous ignorons pour l'instant les raisons de cette interpellation. « Nous sommes sans nouvelles de lui depuis qu'il a été arrêté hier », confirme les mêmes sources. Nous reviendrons dans notre prochain édition pour plus de précisions.

BARKAT ET OULD ABBÉS RENONCENT À LEUR IMMUNITÉ

Les deux sénateurs Saïd Barkat et Djamel Ould Abbés ont renoncé à leur immunité parlementaire au terme de déclarations écrites déposées auprès du bureau du Conseil de la nation, a indiqué hier, un communiqué de la chambre haute du Parlement. « En vertu des dispositions de l'article 127 de la Constitution et de l'article 124 (alinéa 2) du règlement intérieur, nous, Saïd Ould Abbés ont déposé une déclaration écrite par laquelle ils renoncent volontairement à leur immunité parlementaire afin de permettre à la justice d'exercer ses missions constitutionnelles », a précisé la même source.

LE CERCLE CARE SE PENCHE SUR LA TRANSITION ÉCONOMIQUE L'apport des expériences étrangères

« La TRANSITION que nous avons effectuée, est passée par une thérapie de choc », confirme un expert tchèque.

■ ALI ANZAL

« Les changements de la transition économique, sont intervenus, alors que nous avions en place, un Etat providence, il y avait une réelle volonté politique. Nous avons suivi le modèle de l'Union européenne, avant de la rejoindre, il y avait beaucoup d'accords de coopération. Progressivement, nous avons accepté les 28 chapitres de l'UE, dont 26 avaient un lien avec la vérification des comptes. La transition que nous avons effectuée, est passée par une thérapie de choc, où il a fallu 10 ans pour régler ces problèmes de corruption, et de consensus pour la transition économique » a précisé le docteur Thomas Sedlacek, philosophe de l'économie et représentant de la Tchéquie, dans la conférence, organisée hier, par le cercle, Care, sous le thème « Les expériences de la Hongrie, la Pologne et la Tchéquie ».

Pour sa part, le journaliste et écrivain Bronislaw Wildstein, a exposé le cas polonais, en expliquant qu'« il fallait changer notre régime économique et politique, alors que lorsque nous avons abordé l'idée du consensus pour la transition économique, la situation de notre pays était critique en 1989. Pour acquiescer une voiture, il fallait attendre 8 ans, et 15 ans pour un appartement, mais on était tous d'accord qu'il fallait passer une période difficile, de plus de 4 ans, où le mouvement de la solidarité avait remporté toutes les élections. Par ailleurs, c'est vrai qu'il y a eu



Comment sortir de la dépendance des hydrocarbures ?

beaucoup d'accords avec l'Union européenne. L'influence des pays étrangers, était nécessaire, car nous ne pouvions faire la transition nous-mêmes, il a fallu impérativement s'ouvrir sur l'investissement étranger; à travers la mise en place de mesures de facilitations, telles que la franchise fiscale. C'est comme cela, que nous avons développé, la création d'emploi, augmenté le transfert technologique, et je pense que la Hongrie et la Tchéquie sont passées par le même processus ».

C'est ce qu'a confirmé, l'ingénieur économiste et membre de la présidence de l'association hongroise, Arpad Kovacs « le processus de transition en Hongrie est

passé par une longue durée essentiellement axée sur l'investissement et les réformes, en passant par les appels d'offres internationaux », résume-t-il.

Dans ce sillage, Ali Bey Nasri président de l'Association nationale des exportateurs, nous explique que « l'Algérie, nous exactement le chemin inverse, du fait qu'on est passé dans la transition économique à travers l'ouverture politique et économique en 1988, mais par le recours au FMI, on a fait marche arrière. D'abord, nous avons subi les affres de la décennie noire, où tout l'aspect économique est passé au second rang. Alors qu'en 1999, on devait aller dans le sens des réfor-

mes de 1990. Au contraire,

on a bloqué toutes les réformes, notamment celle de la réglementation des changes, on est passé à une économie débridée, avec de très mauvaises opérations de privatisation. Par la suite, on est passé à une économie de rente, qui a permis de distribuer la paix sociale, on a beaucoup plus servi la pérennité du pouvoir, à travers la paix sociale, que l'économie du pays. On n'a pas pris les bonnes décisions pour le développement économique, l'acte d'investir n'a pas été libéré en Algérie ».

Par ailleurs, les organisateurs, expliquent le choix de ces expériences, et reviennent sur les conditions qui ont marqué leurs transitions « Durant les 30 dernières années, les pays de l'Europe centrale ont connu de grandes transformations politiques, économiques et sociales, accélérées suite à leur adhésion à l'Union européenne. L'expérience des ex-pays communistes a montré que le processus de transition est long, complexe et difficile. Malgré les défis colossaux qu'impose le passage de l'économie planifiée au processus de transition en Europe centrale a fini par aboutir à un développement économique remarquable. Dans un contexte où la restructuration de l'économie algérienne devient nécessaire, cette conférence vise à partager les enseignements de la Hongrie, de la Pologne et de la République tchèque en matière de réformes structurelles ». AA

LES PRIX DU PÉTROLE SE MAINTIENNENT AU-DESSUS DES 60 DOLLARS L'OR NOIR EN CHUTE LIBRE

LES COURS ont sévèrement dégringolé au point d'évoquer un baril à moins de 40 dollars.

■ MOHAMED TOUATI

Un scénario improbable en début d'année, tant les prix du pétrole avaient le vent en poupe. Le vent semble vouloir tourner, même si le baril oppose une farouche résistance. Hier vers 16h15, heure algérienne le baril de Brent, référence du pétrole algérien s'échangeait à 60,98 dollars pour accusé un recul de 1,31 dollar par rapport à la veille...

Est-ce les prémisses d'une nouvelle dégringolade ? C'est ce que semble penser le chef de file de l'Opep qui redoute que les cours du pétrole ne se retrouvent sous la barre des 40 dollars, rapporte le site spécialisé *TradingSat*.

L'Arabie saoudite considère que cette éventualité n'est pas à exclure. Cela reste tributaire de l'accord de réduction de la production des pays Opep-non-Opep de 1,2 million de barils par jour conclu en décembre 2018. Les « 25 » décideront de sa reconduction ou pas le 25 juin 2019 à Vienne en Autriche.

La tendance pencherait pour une prolongation. « Les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) sont proches d'une reconduction des accords visant à réduire les pompages pour soutenir les prix », a déclaré le ministre de l'Énergie des Émirats arabes unis, Suhail bin Mohammed al Mazaroui.

Les dignitaires l'indiquent. L'offre serait abondante. « Il existe, aujourd'hui, de grands risques d'offre excédentaire », a

indiqué lundi dernier à Moscou le ministre russe de l'Énergie, Alexander Novak, à l'issue de sa rencontre avec son homologue saoudien, Khaled al-Falsh. « Nous nous sommes mis d'accord sur le fait que nous devons mener à bien des analyses plus poussées, tout en suivant le déroulement des événements sur le marché en juin », a-t-il ajouté.

Quelle est la position de Riyadh ? « Avec la Russie, mais également au niveau de l'Opep », nous travaillons avec l'objectif de prendre des mesures préventives pour empêcher que ce scénario ne se produise pas », a pour sa part affirmé le

ministre saoudien Khaled al-Falsh. Le président russe a, pour sa part, laissé planer le doute quant à l'éventualité de voir son pays opter pour une prolongation de l'accord de réduction. « Évidemment que l'Arabie saoudite veut que les cours de l'or noir restent à un niveau élevé (...) mais, grâce à la nature de l'économie russe, plus diversifiée, nous n'en avons pas besoin », a indiqué Vladimir Poutine.

Comment s'annonce l'état du marché ? L'agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) a réduit sa prévision de croissance de la demande mondiale de pétrole pour cette année et la prochaine, dans son

rapport mensuel publié mardi dernier,

rapporte une déperdition du quotidien français d'information économique et financière datée d'hier. Les pronostics jouent contre un rééquilibrage du marché.

Chiffres à l'appui. L'EIA anticipe une hausse de la demande de 1,22 million de barils par jour cette année, soit 160 000 barils par jour de moins que dans ses précédentes prévisions; ajoute la même source qui souligne que la projection pour 2020 est, quant à elle ajustée à 1,42 million de barils par jour, soit une révision en baisse de 110 000 b/j.

M.T.

CONDOLÉANCES

M. Ahmed Fattani directeur, ainsi que l'ensemble du personnel du journal *L'Expression*, très peiné par le décès de

ARKOUB HOURIA NÉE TALBI

présentent leurs sincères condoléances à toute sa famille et l'assurent de leur profonde sympathie en ces moments douloureux et prient pour que Allah accueille la défunte en Son Vaste Paradis et lui accorde Sa Sainte Miséricorde.

AVIS DE DECES

Suite au décès de
**ARKOUB HOURIA
NÉE TALBI.**

survenu ce mercredi 12 juin à l'âge de 89 ans, l'enterrement aura lieu le jeudi 13 juin 2019 au cimetière Si Mohand Amokrane dans la ville de Béjaïa
A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.

CONDOLÉANCES

M. AROUDJ P-DG du Catering Air Algérie ainsi que toute la famille Aroudi, parents et alliés, présentent aux familles
ARKOUB et TALBI

leurs sincères condoléances et les assurent de leur compassion en cette douloureuse circonstance.
A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.

LE CLUB CARE LANCE LE DÉBAT SUR LES PROCESSUS ENGAGÉS IL Y A 30 ANS DANS LES PAYS DE L'EST

«L'est primordial pour tout modèle de transition que les peuples s'engagent»

● Trois pays, trois processus, et un destin commun tracé par la volonté politique de leurs dirigeants et la détermination de leurs peuples, de basculer de manière pacifique de l'état de dictature et parti-Etat, à celui de démocraties et économies prospères.

Le mot transition est sur toutes les lèvres mais ne trouve pas encore de traduction dans la réalité algérienne. L'Algérie se trouve aujourd'hui dans une phase où elle se doit de changer de système de gouvernance, mais il lui reste à savoir quelle voie prendre et pour quelle direction. Apprendre des expériences des autres s'avère fondamental dans ce contexte de recherche de solutions pour éviter le pire ou choisir le meilleur pour l'Algérie. C'est d'ailleurs ce qui a motivé le Cercle d'action et de réflexion sur l'entreprise (CARE) à organiser un débat autour des expériences de transition économique opérée dans trois pays de l'ex-bloc soviétique, respectivement la Pologne, la Hongrie et la République tchèque. Trois pays, trois processus, et un destin commun tracé par la volonté politique de leurs dirigeants et la détermination de leurs peuples de basculer de manière pacifique de l'état de dictature et parti-Etat à celui de démocraties et économies prospères. L'histoire aura voulu que ces pays prennent le même virage politique que l'Algérie a connu, il y a trente ans de cela, en 1989. Avec la chute du Mur de Berlin et l'effondrement du bloc soviétique, les Etats de l'Est de l'Europe se sont affaiblis de l'ancien régime communiste et ont tourné leurs regards vers le côté ouest du Vieux Continent. Au même moment, l'Algérie découvrirait le multipartisme et rêvait aussi de démocratie. Les années 90 ont fini par séparer les deux trajectoires ; les pays de l'Est

européen continuent leur processus de transition et l'Algérie est stoppée dans son élan d'ouverture et entre dans un cycle de violence infernal. Revenir sur ce que ces pays ont fait – même si les contextes sont différents – pendant que nous nous battons pour survivre, physiquement, politiquement et économiquement, est une œuvre utile. «Il est primordial pour tout modèle de transition que les peuples s'engagent, adhèrent massivement et acceptent de passer par des périodes difficiles», s'accordent à dire les panelistes invités par le Club CARE au Sofitel pour exposer les expériences transitionnelles dans leurs pays.

Le processus de transition peut durer de longues années, disent-ils. «A ce jour, nous n'avons pas encore fait la réforme des retraites, même si sur le plan économique la transition a bien marché», souligne le Tchèque Tomas Sedlacek, professeur en économie. Ou encore l'auteur indépendant polonais, Bronislaw Wildstein, de noter que dans son pays «le processus de dé-communisation n'a pas touché tout le personnel politique ou les magistrats... Nous avons entamé en 2015 la dernière phase du processus de transition en cherchant non seulement à dépasser le passé communiste, mais aussi la période post-communiste. Le processus continue.» Ceci pour dire qu'une période de transition doit prendre le temps nécessaire afin d'asseoir les bases d'un réel changement. «Nous avons choisi en Tchéquie de prendre le temps nécessaire, notamment sur le plan économique afin de nous assurer

de ne pas passer d'un monopole de tout-Etat sous l'ère communiste à celui de privatiser les biens de l'Etat pour les voir passer entre les mains de la momentlanura. Nous n'avons pas voulu aller aussi vite que la Hongrie et c'est pour cela est passé par tranches en laissant les banques en dernier», explique Tomas Sedlacek. Le professeur en philosophie économique indique que la transition économique dans son pays s'est assise sur trois axes principaux : les forces du marché, la régulation par l'Etat, et le principe de l'éthique.

L'ÉTHIQUE, UN PRÉALABLE

«Dites-moi avec qui vous commercerez, je vous dirai quelle économie vous avez. Il est important d'accompagner tout processus de développement par l'éthique parce que quand le marché et l'Etat régulateur font défaut ou ne suivent pas, il restera au moins la morale pour tout sauver», dit-il. En Hongrie, la transition économique s'est faite à travers le recours massif aux IDE. «Des le début de la transition, 40% de l'économie est passé aux mains du privé. Aujourd'hui, il détient 90% de l'économie hongroise, les 10% restants pour le public concernent le secteur de l'énergie et une partie de la construction automobile. Nous nous sommes aussi endettés auprès d'institutions financières internationales, le coût social a été important, mais nous avons quand même installé des mécanismes de contrôle pour s'assurer du bon

déroulement du processus et minimiser l'impact négatif sur les couches défavorisées», explique pour sa part Arpad Kovacs, éminent financier et économiste hongrois. Le processus de transition a été appliqué sous deux types de thérapies, la thérapie de choc et la thérapie graduelle, et ce, sous l'œil bienveillant de l'Union européenne. La Pologne a choisi un modèle de transition graduelle. «Passer d'une économie dirigée au capitalisme d'un seul coup ce n'est pas évident... Afin d'éviter de tomber sous le monopole d'une nouvelle oligarchie, nous avons basé notre transition sur de grands axes politiques dont le premier est l'objectif d'accèsion à l'UE qui nous a imposé certaines solutions. Mais il n'y a pas de solution idéale. C'est ce qui a provoqué un choc, mais cela nous a beaucoup aidés», indique le conférencier polonais.

Grâce au processus de transition, le PNB polonais est passé de 228 milliards de dollars en 1989 à 1193 milliards de dollars en 2019. «La solution pour casser tout monopole a été pour nous d'ouvrir le marché», note Tomas Sedlacek. Les pays de l'Est ont bénéficié de l'aide de l'Europe, notamment sur le plan de la transition économique. «Avec un processus de transition graduelle, il y a toujours un risque d'un retour en arrière. L'objectif d'intégrer l'UE a fait qu'il fallait passer par une transition de choc. Et ça a réussi parce que nous savions ce que nous voulions. Nous nous sommes fixés des objectifs difficiles et nous avons pu les atteindre. En phase

de transition, il ne faut surtout pas se suffire d'objectifs faciles, mais viser le plus difficile», précise le même orateur.

Et au conférencier hongrois d'ajouter que «l'obligation première pour amorcer une transition, qu'elle soit de choc ou graduelle, c'est le degré d'acceptabilité par le peuple de s'engager dans cette transition en assumant ses conséquences. Nous avions opté au départ pour une transition de choc, puis en 1995 le peuple l'avait rejetée. Nous avons alors entamé un autre processus de transition par paliers. C'est pour cela qu'il est important d'avoir la mobilisation de tous autour du projet de transition qui aura certainement un coût social et économique», estime Arpad Kovacs. Un avis partagé par le conseiller économique de l'ambassade de Pologne en Algérie. «Il était important pour nous d'avoir un consensus politique au début de la transition. Nous étions tous d'accord pour en finir avec le régime communiste. Solidarosc a gagné tous les mandats en reflétant l'avis général pour aller vers une autre situation. Les chivages politiques se sont exprimés bien après, mais il était important que nous parissions d'une seule voix au début de la transition», dit-il. Devant ces récits de transitions saines et sereines, l'assistance était en attente de réponses sur la solution idoine que l'Algérie se doit d'adopter afin de réussir son processus transitionnel. Une seule réponse lui fut rendue : la solution est en vous, pourvu que tout le monde y adhére. **Najia Bouaricha**

RENCONTRE SUR LA TRANSITION DE L'ÉCONOMIE PLANIFIÉE À L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ

Les expériences tchèque, polonaise et hongroise au menu

■ Le Care (Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise) organise, mercredi, en collaboration avec les ambassades de Hongrie, de Pologne et de la République tchèque, une rencontre sur la transition de l'économie planifiée à l'économie de marché dans ces trois pays.

Dans un contexte où la restructuration de l'économie algérienne devient indispensable, cette conférence vise à partager les enseignements de la Hongrie,

de la Pologne et de la République tchèque en matière de réformes structurelles. L'expérience des ex-pays communistes a montré que la restructuration économique est un processus long, complexe et difficile.

Les économistes Tomáš Sedláček et Árpád Kovács parleront respectivement de l'expérience tchèque et hongroise, et le journaliste et écrivain Bronisław Wildstein exposera le cas polonais.

